

INFORMATION... DIRIGÉE OU MENSONGE PAR OMISSION...

A la suite de la publication par «*Demain*» d'une interview de Denis Forestier, j'ai adressé un article à cet hebdomadaire.

Il est bien évident que «*Demain*» n'est pas tenu de publier tout ce que lui adressent ses lecteurs.

Je n'aurais, pour ma part, trouvé rien à redire si «*Demain*» m'avait retourné mon article sans le publier.

Je ne puis, par contre, laisser passer sans protester le procédé employé par «*Demain*».

Mon article a bien été publié dans le courrier des lecteurs, mais tronqué d'une de ses parties essentielles.

Je suis de ceux qui ne croient pas «aux larmes de crocodile».

Condamner le crime russe en Hongrie tout en gardant le silence sur les crimes français «outremer» me semble d'une hypocrisie sans nom.

En retranchant de mon article la partie qui a précisément trait aux problèmes d'Algérie et de Suez, consciemment ou non, la rédaction de «*Demain*» lui enlevait une partie importante de sa signification.

En plus de cette... omission, «*Demain*» éprouve le besoin de me présenter comme un ancien (sic) militant anarcho-syndicaliste.

Dans l'extrême confusion des idées qui caractérise la période que nous traversons, il n'est pas mauvais de préciser les positions.

Je crois être resté fidèle aux principes de l'anarcho-syndicalisme à partir du moment où je continue à considérer l'Etat (quelle que soit sa forme) comme un instrument de domination et d'exploitation avec lequel les seuls rapports possibles soient des rapports de force.

Il va sans dire qu'une telle prise de position m'interdit de participer, de quelque manière que ce soit, à une entreprise qui s'assignerait la «mise du pouvoir» comme objectif.

Autrement dit: je ne serai jamais le militant d'un parti politique quel qu'il soit.

Ceci me dispense de répondre plus précisément aux inepties de «*l'Express*» qui a cru déceler dans l'effort de clarification tenté par des militants ouvriers de toutes tendances, une tentative de constituer en France un communisme national (sic).

Je voudrais, en terminant, bien préciser, à l'intention de contradicteurs (pas toujours de bonne foi) que si je m'interdis de militer dans un parti politique, je ne m'interdis pas, pour autant, de prendre position sur les problèmes politiques qui mettent en cause les intérêts ouvriers.

C'est ainsi, par exemple, que je pense avoir le droit de considérer «la campagne d'Egypte» comme une énorme bévue politique, et que ceux qui ont organisé ou approuvé l'enlèvement par la D.S.T. des chefs du F.L.N. sont mal venus de protester contre l'enlèvement par la guépéou de Nagy.

Et maintenant voici le texte intégral de l'article que j'avais adressé à Demain:

SOLUTION DE FACILITÉ?

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'interview de Denis Forestier, Secrétaire général du S.N.I., publié, ici même, dernièrement.

Pourquoi ne pas l'avouer?... L'absence des Enseignants est durement ressentie par le syndicalisme confédéré.

Il est certain, par exemple, que la présence des enseignants au dernier congrès confédéral de la C.G.T.-F.O. aurait été déterminante, et que la demi-victoire remportée sur Bothereau, par ceux qui, au sein de la C.G.T.-F.O. «*épousent les querelles des gouvernements, instruments des entreprises impérialistes*» aurait été impossible.

Il serait parfaitement vain d'utiliser les tragiques événements internationaux actuels, pour tenter de justifier nos prises de positions antérieures.

Il est, par contre, urgent d'engager le dialogue entre militants syndicalistes, afin de préparer les indispensables regroupements que la logique et l'intérêt ouvrier commandent.

Les instituteurs ont eu raison de refuser le faux parallélisme que l'on a tenté d'établir entre Suez et Budapest.

Le peuple égyptien, ni le peuple français, ne sont engagés par l'action de leurs gouvernements respectifs.

Pas plus d'ailleurs que le peuple français et le peuple russe ne sont engagés par la politique colonialiste poursuivie par leurs gouvernements en Algérie ou en Hongrie.

Il est possible d'établir un parallélisme entre la lutte du peuple algérien et celle du peuple hongrois. Le drame hongrois et le drame algérien sont de même nature.

Le fait que Guy Mollet soit provisoirement Président du Conseil n'y change rien, et ne saurait en tout cas justifier un silence prudent sur ce qui se passe en Algérie. (*Partie censurée par «Demain»*).

L'affirmation de Bothereau selon laquelle «*le syndicalisme des Enseignants repose uniquement sur des intérêts catégoriels*» peut sembler injuste à Forestier. Il n'en demeure pas moins vrai (et Forestier sera sûrement d'accord avec nous) qu'il n'est de véritable syndicalisme que confédéré et que le maintien de l'autonomie syndicale conduit inéluctablement au corporatisme.

Par contre, je crois pouvoir affirmer que Forestier se trompe lourdement lorsqu'il parle de la scission de 1947 comme d'une «*solution brutale mais facile*».

La scission de 1947 a eu lieu parce que nous étions quelques-uns, authentiques militants ouvriers, qui nous étions efforcés de ne jamais «*oublier les camps de concentration, les pendaisons de Budapest, le crime de Prague*».

Je ne voudrais faire de peine à personne, mais il me semble singulièrement plus facile, de dénoncer dix ans après, l'idole déchu, que d'agir brutalement, en 1947, pour mettre un terme à la subversion des syndicats par les staliniens.

Ceci dit, il n'en reste pas moins vrai qu'il n'est nullement question de «poser le problème du regroupement syndical comme l'entrée dans une maison qui nous ouvre ses portes».

La C.G.T.-F.O. existe et sa faiblesse - nos adversaires le savent bien - est plus apparente que réelle (les grands mouvements sociaux de 1953 et de 1955 n'ont été possibles que grâce à la participation active des militants F.O.).

Il existe à côté de la C.G.T.-F.O. des syndicats et des Fédérations de syndicats (voire même une confédération) dont les objectifs et le programme ne sont pas tellement éloignés des nôtres.

Il devrait être possible de regrouper toutes ces organisations dans une seule Confédération.

Je reste, est-il besoin de le préciser, très attaché à la C.G.T.-F.O. qui, malgré ses défauts, a depuis 1947 affirmé seule la pérennité du mouvement syndical tel que l'avaient défini, il y a cinquante ans, les auteurs de la Charte d'Amiens.

Cela ne m'empêche pas de considérer comme souhaitable la tenue d'un Congrès de fusion même s'il devait aboutir à un changement de titre et à des modifications dans la composition des organismes qui gèrent actuellement la C.G.T.-F.O.

Il faut isoler ceux qui se réclament d'un syndicalisme confessionnel, étranger aux traditions ouvrières, et qui n'a pu prospérer qu'en jouant sur les équivoques nées des scissions qui ont affecté notre mouvement syndical.

Il faut également isoler les staliniens avec ou sans Staline qui ne sont, en définitif, que les hommes à tout faire de l'impérialisme russe.

Le regroupement des forces éparses du véritable syndicalisme serait un facteur de clarification.

Il redonnerait des raisons d'espérer aux travailleurs désemparés par la trahison des politiciens du syndicalisme.

Il n'y a donc pas une minute à perdre.

Alexandre HEBERT.

Dans la Hongrie de Kadar, l'internement dans les camps de concentration est limité à six mois.

Dans l'Algérie de Lacoste, il est d'une durée indéfinie.

(Note de la rédaction de la R.P.)
